

# Dossier de presse

Dépôt de l'initiative populaire fédérale  
« Pour la souveraineté alimentaire.  
L'agriculture nous concerne toutes et tous ».

**initiative**



**[www.souverainete-  
alimentaire.ch](http://www.souverainete-alimentaire.ch)**

30 mars 2016, Berne

**Embargo : 30 mars, 14h00**



**Pour la souveraineté alimentaire.**  
L'agriculture nous concerne toutes et tous.

[www.souverainete-  
alimentaire.ch](http://www.souverainete-alimentaire.ch)

**EMBARGO 30 mars 14h**

**Secrétariat Uniterre**

Av. du Grammont 9

1007 Lausanne

Tél : 021 601 74 67

Fax : 021 617 51 75

[info@uniterre.ch](mailto:info@uniterre.ch)

[www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch)

aux médias

Lausanne, le 30 mars 2016

**Dépôt de l'initiative « Pour la souveraineté alimentaire. L'agriculture nous concerne toutes et tous »**

***Pour un changement de cap de la politique agricole !***

*Le « syndicat paysan parlons de système Uniterre » et « l'autre syndicat », deux organisations membres de La Via Campesina, ainsi que plus de 70 organisations alliées, permettent à la Suisse d'amorcer enfin un débat salutaire sur nos politiques agricoles et alimentaires. En effet, avec plus de 109'655 signatures validées par les communes sur les 131'600 reçues, nous sommes heureux de pouvoir annoncer l'aboutissement de cette première étape.*

Les thèmes autour de l'agriculture durable, rémunératrice, respectueuse du climat et libre d'OGM pourront enfin être abordés avec sérieux. Plusieurs intervenant-e-s se sont succédés pour réaffirmer les points forts de cette initiative.

**Fernand Cuche** a ouvert les feux en parlant de la nécessité **d'engager une transition agricole** : « Avec le dépôt de 4 initiatives en un an et demi concernant l'agriculture, le pays engage une nouvelle et profonde réflexion concernant l'avenir du monde rural. C'est surprenant pour un pays qui tous les 4 ans ouvre un débat et prend de nouvelles décisions sur le plan national. Cet engouement révèle l'escamotage d'enjeux essentiels qui n'échappent plus à une partie grandissante de la population ».

**Ulrike Minkner**, vice Présidente d'Uniterre, a rappelé l'importance de **préserver l'agriculture paysanne locale et rémunératrice**. « Si nous préservons cette agriculture, ici et dans le monde entier, qui a un lien avec le sol et qui est adaptée aux spécificités locales, **nous allons surmonter toutes les crises, car elle est flexible** et a la capacité d'utiliser les ressources vivantes, telles que les animaux et les plantes de façon durable avec l'aide du soleil et du sol ».

L'indispensable **volet social** de ce texte est rappelé par **Philippe Sauvin** de l'autre syndicat et de la plateforme pour une agriculture socialement durable : « notre initiative demande une rémunération et des conditions de vie dignes autant pour les employé-e-s agricoles, souvent issu-e-s de la migration, que pour les agricultrices et les agriculteurs. D'autre part, elle revendique plus de personnes actives dans la production alimentaire ; **elle place les êtres humains au cœur du débat alimentaire** ».

Lorsque nous évoquons les systèmes alimentaires, il est impossible de passer outre la question des semences et des OGM. **Luigi D'Andrea**, secrétaire exécutif de l'Alliance suisse pour une agriculture sans génie génétique précise que : « pour répondre aux cinq défis que sont le déclin de la biodiversité en général et de l'agrobiodiversité en particulier, les changements climatiques, la

*faim et la malnutrition, la pauvreté et l'eau, les semences occupent une position centrale. La possibilité d'avoir un accès aux ressources génétiques est la condition sine qua non pour résoudre ces défis. **La bonne nouvelle est que les solutions existent et que nous n'avons pas besoin d'OGM pour produire, mais d'agroécologie et de paysans ; c'est pourquoi un changement de paradigme est nécessaire** ».*

Il est évident qu'il ne suffit pas de produire de la nourriture pour que le système alimentaire soit adéquat. Il faut que cela soit fait en **adéquation avec les attentes de la population**. C'est pourquoi notre initiative souhaite que **les circuits courts soient** encouragés. **Sieglinde Lorz**, active dans l'association d'agriculture contractuelle de proximité « Radiesli » à Berne, nous l'explique : *« L'agriculture contractuelle avec ses circuits courts, régionaux et durables nous rapproche de notre base vitale et nous rend moins dépendants de l'argent et des aléas du système volatil de l'économie mondiale. Les productrices et les producteurs ont une assurance quant au salaire pour leur travail. Les consommatrices et les consommateurs peuvent participer au choix des légumes à cultiver et la qualité des aliments leur est garantie. Les risques sont partagés. **Des liens se créent et se consolident, la compréhension mutuelle s'améliore. La dépendance est remplacée par l'entraide. La souveraineté est encouragée et renforcée de part et d'autre** ».*

*« La vie paysanne a des qualités et des besoins spécifiques, que les lois commerciales mondialisées tendent à détruire. Une parole à contre-courant, une défense de ces qualités et de ces besoins, doit urgemment leur être opposée »,* salue encore Pierre Farron, représentant de « Eglise et Monde du Travail ».

Les interdépendances mondiales sont une réalité et **loin de nous l'idée de nous isoler du monde**. Les échanges commerciaux sont utiles, pour autant qu'ils demeurent secondaires et ne soient pas pratiqués de manière débridée et que **le libre-échange règne en maître**. Nous souhaitons que les échanges commerciaux internationaux soient plus équitables et respectent nos agricultures paysannes respectives plutôt que d'encourager l'agrobusiness. **Fabian Molina**, Président des Jeunes socialistes suisses l'affirme : *« Cette initiative est une nécessité pour une agriculture suisse plus écologique, un butoir contre la menace de la dictature des multinationales et un pas vers la solidarité internationale »*

Enfin, la conférence de presse a été conclue par la lecture d'une prise de position **de La Via Campesina, mouvement paysan international regroupant plus de 160 organisations à travers 70 pays et près de 300 millions de paysannes et paysans**: *« Depuis plusieurs années nous avons vu fleurir des initiatives en faveur de la reconnaissance de la souveraineté alimentaire à différents niveaux. Mais il est très difficile de parvenir à ce que les textes officiels ne dévoient pas la souveraineté alimentaire de son sens exacte. Pour cette raison, La Via Campesina salue avec enthousiasme l'initiative portée par deux de ses membres, Uniterre et l'autre syndicat, qui avec le soutien d'une large alliance pour la souveraineté alimentaire sont parvenus à proposer un texte prenant un compte l'ensemble des dimensions de la souveraineté alimentaire ; l'enjeu est de taille. **Quand la souveraineté alimentaire avance sur un coin du globe, c'est l'ensemble de notre mouvement qui avance** ».*

#### **Contact presse :**

- Ulrike Minkner, Uniterre, 077 401 88 72
- Philippe Sauvin, l'autre syndicat et Plateforme pour une agriculture socialement durable, 079 509 31 10
- Luigi d'Andrea, secrétaire exécutif de l'Alliance suisse pour une agriculture sans génie génétique 077 400 70 43
- Fabian Molina, Président des Jeunes socialistes suisses, 079 781 12 28
- Sieglinde Lorz, association Radiesli, 079 816 22 51
- Fernand Cuche, 079 364 24 26

**EMBARGO 30 mars 14h**

*Seules les paroles prononcées font foi.*

## **Le débat s'ouvre pour engager une transition de la politique agricole**

Depuis quelques années notre pays est engagé dans un débat sur la transition énergétique. Avec le dépôt de 4 initiatives en une année concernant l'agriculture, le pays engage une nouvelle et profonde réflexion concernant l'avenir du monde rural. C'est surprenant pour un pays qui tous les 4 ans ouvre un débat et prend de nouvelles décisions sur le plan national. Cet engouement révèle l'escamotage d'enjeux essentiels qui n'échappent plus à une partie grandissante de la population.

- En février 2013, le peuple suisse acceptait une modification de la loi sur l'aménagement du territoire pour une utilisation parcimonieuse du sol. Son application se heurte à de vives résistances. Le bétonnage de bonnes terres agricoles se poursuit. Les pelleteuses mécaniques avancent plus rapidement que l'application de la loi.

- Ces 30 dernières années, les emplois agricoles ont diminué de moitié. Nous devons inverser la courbe pour rétablir un équilibre entre la surface cultivée et le nombre de personnes actives. C'est la première condition à remplir pour produire des aliments de qualité dans la proximité, améliorer la fertilité naturelle des sols, préserver la qualité de l'eau, veiller à la biodiversité. Le modèle dominant qui vise à remplacer sans limites la paysannerie par le recours à des intrants chimiques et à une mécanisation de plus en plus lourde, au nom de la compétitivité, est destructeur. Ce modèle se révèle totalement incapable de préserver durablement une paysannerie équitablement rémunérée.

- L'utilisation progressive des pesticides et des engrais du commerce ont permis d'augmenter de façon spectaculaire la production. Ces produits ont aussi permis de soulager la paysannerie de tâches ingrates, comme le désherbage manuel. Au cours de ces dernières décennies, nous avons négligé la prise en considération des effets néfastes de l'accumulation de ces toxiques pour la santé humaine, la qualité de l'eau, de l'air et la fertilité des sols. Cette absence de vigilance nous contraint d'agir dans les plus brefs délais. Les décisions tardent à venir, malgré l'urgence.

**Les signataires de l'initiative sur la souveraineté alimentaire expriment une inquiétude légitime. Le débat qui s'ouvre impose de mesurer sans détour la gravité de la situation. L'évolution récente de notre politique agricole dénote une prise de conscience. Les décisions prises demeurent nettement insuffisantes. Comme pour l'énergie, la production et la consommation alimentaire sont à un tournant. À défaut d'un message gouvernemental crédible, des citoyens et des citoyennes s'engagent. C'est un avertissement, une chance à saisir.**

Fernand Cuche



**Pour la souveraineté alimentaire.**  
L'agriculture nous concerne toutes et tous.

**EMBARGO 30 mars 14h**

*Seules les paroles prononcées font foi.*

## **Nous exigeons un renforcement de l'agriculture paysanne !**

Notre objectif pour le dépôt de cette initiative populaire est de lancer un débat public aussi large que possible au sujet de notre alimentation, de l'agriculture et des implications politiques. Nous voulons lancer ce débat pour éviter que notre Constitution ne dégénère en avortement.

**Il s'agit donc de notre État** (manière d'être et entité politique) à toutes et à tous, ni plus ni moins ! Il s'agit de nourriture, d'humains, d'équité sociale, de salaires et de prix équitables. Nous avons besoin de solutions applicables à toute la planète. **Dans le fond, ce besoin est incontesté depuis longtemps** – au vu des crises alimentaires et des nombreuses personnes chassées de leurs terres. C'est ce qui nous pousse à parler de la préservation de l'agriculture paysanne et nous faisons des propositions concrètes pour aller dans ce sens, contrairement à la politique agricole actuelle qui suit le dogme « croître ou céder » et poursuit la stratégie désastreuse de la croissance.

**Le marché dit « libre » est obsolète.** Nous ne croyons pas à la politique de libre-échange néolibérale du Conseiller fédéral Schneider-Amman. Nous sommes d'avis que le commerce – et notamment le commerce avec les aliments – a besoin de règles et d'instruments de réglementation. Nous présentons donc des stratégies qui prennent les entreprises familiales paysannes et les nouvelles formes de coopération au sérieux et leur accordent un rôle majeur.

**Nous le savons et c'est prouvé depuis longtemps :** L'agriculture paysanne est flexible et elle a la capacité d'utiliser des ressources vivantes tels les animaux et les plantes de façon durable avec l'aide du soleil et du sol. C'est tout le contraire de l'agriculture industrielle, qui nécessite plus de ressources qu'elle n'en produit, entre autres, parce que les impacts à long terme ne sont jamais pris en considération. La majorité de la population suisse souhaite une agriculture paysanne et elle est prête à la soutenir.

**Résoudre des problèmes complexes requiert des réflexions concertées,** c'est le seul moyen d'approcher les solutions. Nous ne pouvons, par exemple, pas tout miser sur l'écologie et ignorer les données économiques. Nous ne pouvons pas lutter contre le chômage avec la croissance économique en jetant par-dessus bord tous nos principes éthiques et sociaux. Nous ne pouvons pas encourager la production de surplus et critiquer l'effondrement des prix. Par conséquent, des instruments – par exemple la gestion des quantités et la transparence du marché – sont nécessaires pour mettre à jour les causes et y chercher des solutions.

**Nous exigeons la souveraineté alimentaire** – un concept du mouvement mondial de La Via Campesina –, parce que ce concept a été élaboré de concert par des paysannes et des paysans du Nord et du Sud. Si nous regardons au-delà de notre assiette, nous pouvons trouver des solutions solidaires. Si nous préservons l'agriculture paysanne, qui a un lien avec le sol et qui est adaptée aux spécificités locales, si nous la préservons chez nous et dans le monde entier, nous allons surmonter toutes les crises.

*Ulrike Minkner, vice-présidente d'Uniterre*



## **Pour la souveraineté alimentaire.** **L'agriculture nous concerne toutes et tous.**

**EMBARGO 30 mars 14h**

*Seules les paroles prononcées font foi.*

### **Pour une agriculture permettant un revenu convenable et un développement social profitable à toutes et à tous !**

**Le dépôt de l'initiative populaire « Pour la souveraineté alimentaire, l'agriculture nous concerne toutes et tous » engage un débat sur les actrices et acteurs qui produisent notre nourriture ! L'initiative demande une rémunération et des conditions de vie dignes autant pour les employé-e-s agricoles que pour les agricultrices et les agriculteurs. D'autre part, elle revendique plus de personnes actives dans la production alimentaire.**

L'initiative lance un débat nécessaire, voire urgent qui reflète à la base aussi un choix de société :

Actuellement l'industrialisation de l'agriculture chasse des millions de petits producteurs de leurs terres. Un grand nombre d'entre eux n'a d'autre choix que de se mettre à disposition en tant que main-d'œuvre bon marché aux patrons des grandes entités agricoles, souvent animés par l'accaparement de terres et la course au profit. La misère des migrant-e-s, véritables « esclaves modernes » travaillant notamment dans la production industrielle de fruits et légumes, est documentée à travers l'Europe.

Notre initiative populaire revendique, par contre, un modèle de société avec une agriculture de proximité, rémunératrice, respectueuse de l'environnement, permettant un revenu convenable et un développement social profitable à toutes et à tous !

Elle a une portée qui dépasse largement la Suisse : les migrations forcées de millions de personnes, privées de leurs moyens de subsistance et de développement, nous interpellent. Engager des migrantes et migrants au seul but de bénéficier d'une main-d'œuvre mal rémunérée et privée de droits élémentaires est contraire à tous les principes d'une société démocratique. Pourtant, c'est ce qui se fait également en Suisse. La législation helvétique pour les employé-e-s agricoles est lacunaire. Il n'existe ni une convention collective, ni un contrat type national et l'agriculture n'est pas soumise à la loi sur le travail. D'où de nombreux abus et de cas d'exploitations de migrant-e-s.

Notre soutien à l'initiative va bien dans le sens d'établir des conditions de travail dignes de l'enjeu de l'agriculture qui est de nourrir les populations en respectant les droits élémentaires de celles et ceux qui produisent notre alimentation.

*Philippe Sauvin*

Plateforme pour une agriculture socialement durable, ch. du Ruttet, 5, 1196 Gland.

[www.agrisodu.ch](http://www.agrisodu.ch)



**PLATEFORME POUR UNE AGRICULTURE SOCIALEMENT DURABLE**



**initiative**  
**Pour la souveraineté alimentaire.**  
**L'agriculture nous concerne toutes et tous.**

**EMBARGO 30 mars 14h**

*Seules les paroles prononcées font foi.*

## **« Fermer la porte aux OGM pour ouvrir la porte à l'agroécologie »**

Cinq des questions globales les plus débattues aujourd'hui sont le déclin de la biodiversité en général et de l'agrobiodiversité en particulier, les changements climatiques, la faim et la malnutrition, la pauvreté et l'eau. Les semences occupent une position centrale dans toutes ces questions, car elles constituent la base des systèmes alimentaires. La possibilité d'avoir un libre accès aux ressources génétiques est donc la condition sine qua non pour nous permettre de résoudre les cinq défis énoncés plus haut puisque nous devons produire dans des conditions environnementales changeantes et difficiles.

Or, nous marchons à reculons depuis le début des années 80, lorsque de grands groupes industriels actifs dans le domaine de la chimie ont commencé d'investir massivement sur le marché des semences pour former les géants de l'agrochimie actuels. Durant la dernière décennie, six multinationales contrôlaient 75% du marché des semences et des pesticides après avoir acheté en moins de 20 ans, plus de 200 autres concurrents. L'an passé, Dow et DuPont ont fusionné et voici qu'en février 2016 nous apprenons que ChemChina, entreprise d'État chinoise, rachète Syngenta pour la coquette somme de 43 milliards de dollars. C'est une véritable main basse sur les semences qui est opérée et, au travers d'elle, une main basse sur les systèmes alimentaires et la souveraineté alimentaire des peuples. Comme le dit Henry Kissinger « *Contrôlez le pétrole et vous contrôlerez les nations, contrôlez la nourriture et vous contrôlez le peuple* ».

Les États devraient réagir, mais semblent plus soucieux d'offrir des cadres économiques favorables à ces entreprises qui ne créent pourtant aucune richesse, mais génèrent des externalités qui doivent être assumées par la société tout entière et qui l'appauvrissent. La Commission fédérale d'éthique pour la biotechnologie dans le domaine non humain a d'ailleurs bien saisi ces enjeux et écrit dans son dernier rapport qui traite des nouvelles techniques de modification génétiques « *l'État a le devoir de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger durablement les fondements d'une production alimentaire variée* » et recommande « *d'envisager d'éventuelles mesures visant à limiter la propriété intellectuelle sur les semences si ces derniers venaient à compromettre la biodiversité agricole* ».

Notre initiative « Pour la souveraineté alimentaire, l'agriculture nous concerne toutes et tous » prend donc les devants et demande que soit introduit dans la Constitution le droit à l'utilisation, à la multiplication, à l'échange et à la commercialisation des semences par les paysans. L'article 4 propose en outre de proscrire de l'agriculture suisse l'utilisation des plantes et des animaux génétiquement modifiés. Ces deux propositions ont rencontré un écho très favorable au sein de la population. Ceci est le signe qu'une grande majorité de la population reste opposée aux OGM et au brevetage du vivant.

Dans une logique commerciale évidente, les transnationales agrochimiques ont façonné le marché des semences de manière à augmenter les ventes de leurs produits chimiques mortifères. Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui, après plus de 30 ans de recherche, le 99%

des organismes génétiquement modifiés (OGM) commercialisés est des plantes pesticides qui tolèrent de plus en plus d'herbicides et qui produisent de plus en plus de toxines insecticides.

Les OGM ont été mis sur le marché pour aider les agriculteurs à s'insérer dans un modèle de production ultra intensif. Aujourd'hui, comme il y a 20 ans, on nous promet des OGM miracles pour justifier l'adoption de la technologie. Les OGM résistants aux ravageurs engendreront des super-ravageurs. Les OGM humanitaires (bananes et riz enrichis en vitamine A) promeuvent un faux type de système de production (la monoculture) qui intensifie les déficiences qui tuent les gens. Les agrosystèmes industriels ne demeurent productifs qu'à un coût énergétique, environnemental et social important. L'utilisation du génie génétique ne fait que renforcer ce modèle sur la base d'une vision réductrice, simpliste et obsolète de l'agriculture. Il ne fait que répondre aux symptômes plutôt qu'aux causes des déséquilibres de nos agrosystèmes. C'est pour cela qu'après plus de 30 ans de recherche et des milliards engloutis, le génie génétique n'a apporté aucune solution aux besoins réels de l'agriculture. Uniquement des produits mal adaptés qui accentuent la dépendance des agriculteurs envers une technique brevetée et dévoreuse en capitaux. Aucune autre technologie aussi peu efficiente n'aura jamais été autant subventionnée.

Un changement de paradigme agricole est urgemment nécessaire et demandé par les producteurs, les consommateurs, mais aussi par les experts du monde entier. La bonne nouvelle est que les solutions existent et que nous n'avons pas besoin d'OGM pour produire, mais d'agroécologie et de paysans. Partout où elle est implémentée dans le monde, l'agroécologie est couronnée de succès. Elle permet d'obtenir de très bons rendements sans utiliser de pesticides ou d'engrais chimiques, de stabiliser les rendements et de diversifier les revenus pour les familles paysannes. Finalement, elle permet de ne plus opposer production et écologie. L'écologie est intégrée dans les systèmes de production.

L'agroécologie a aussi besoin d'innovation et de recherche, mais celle-ci est avant tout une innovation basée sur la connaissance des agrosystèmes, des espèces, des processus naturels et non une innovation technique centralisée dans les labos et brevetée. Elle génère des connaissances localement adaptées et en libre accès. Cette recherche a urgemment besoin de capitaux. Renoncer aux OGM c'est s'ouvrir d'autres portes. La Suisse ne peut pas jouer sur tous les tableaux à la fois. Elle devrait être pionnière dans la mise en place de pratiques agricoles innovantes et écologiques. Notre initiative vise donc à poser un nouveau cadre pour l'agriculture de demain qui permettra de mieux orienter les politiques agricoles et les axes de recherches aux besoins des agriculteurs et des consommateurs.

*Luigi D'Andrea, secrétaire exécutif de l'Alliance suisse pour une agriculture sans génie génétique*





## **Pour la souveraineté alimentaire.** **L'agriculture nous concerne toutes et tous.**

**EMBARGO 30 mars 14h**

*Seules les paroles prononcées font foi.*

### **Souveraineté alimentaire, ça signifie aussi agriculture contractuelle de proximité**

Résumer l'agriculture contractuelle de proximité, ça donne : ***Nous pour nous.***

Nous, consommatrices et consommateurs, productrices et producteurs, nous nous occupons de notre nourriture en commun, en tenant compte de nos besoins réciproques et de nos possibilités, en planifiant et en utilisant nos ressources que sont notre savoir-faire, notre main-d'œuvre, nos sols et notre énergie et de partager les risques. Ainsi, nous créons des circuits souverains à l'échelle locale qui assurent notre approvisionnement en nourriture et donc une base vitale.

*Comment est-ce que ça fonctionne?*

L'agriculture contractuelle s'est établie sous deux formes. Dans la première, les productrices et les producteurs, les consommatrices et les consommateurs se réunissent dans une association et définissent, quelles plantes ils veulent cultiver ensemble, pour quelle quantité et quel prix. Les risques sont partagés. Un exemple pour cette forme-là est l'association Soliterre à Berne. Une autre forme est l'union de personnes dans une société coopérative ; ils louent un champ et cultivent leurs légumes ensemble, comme Ortoloco à Zurich ou Radiesli à Berne. Dans les deux modèles, les légumes sont livrés une fois par semaine dans un dépôt où les partenaires peuvent aller les chercher.

Les personnes qui s'engagent pour l'agriculture contractuelle veulent manger des produits régionaux et avoir une garantie pour la qualité des produits, ils désirent encourager la diversité et agir de façon écologique et durable. Ceux et celles qui ne peuvent pas participer directement à la culture choisissent le premier modèle. Le deuxième modèle est intéressant pour les personnes qui souhaitent produire leur propre nourriture, sans avoir tous les moyens à disposition pour le faire. Ils s'unissent avec d'autres pour réaliser en commun ce qu'ils n'arrivent pas à faire tout seuls.

*Des avantages pour la nature, les paysans et paysannes, les consommateurs et consommatrices*

Les avantages de ces modèles sont multiples. Les productrices et les producteurs ont une assurance quant au salaire pour leur travail. Les consommatrices et les consommateurs peuvent participer au choix des légumes à cultiver et la qualité des aliments leur est garantie. Les risques sont partagés. Des liens se créent et se consolident, la compréhension mutuelle s'améliore. La dépendance est remplacée par l'entraide. La souveraineté est encouragée et renforcée de part et d'autre. Et nous pouvons réapprovisionner notre base vitale qu'est la nourriture. En plus, cette approche est plus durable, car le centre d'attention se déplace de la présentation et du prix vers le processus de production et donc le sol, les travailleurs et travailleuses, l'impact sur l'environnement, la semence, l'emballage, le stockage, le transport, etc. Il n'y a plus de gaspillage. Quand la taille, la forme ou d'autres critères esthétiques ou logistiques n'entrent plus en ligne de compte, tout est récolté, distribué et consommé. Le rendement par mètre carré augmente et le bénéfice est partagé.

*Indépendance du système monétaire global et du pétrole*

Nous vivons dans un système économique mondial où la production et le commerce s'étendent et se dispersent à l'échelle globale. Le médiateur, c'est l'argent. Dans certains domaines, ce système est pertinent et utile, mais nous ne pouvons pas manger l'argent. Ainsi, l'agriculture, cette base vitale, n'est pas bien servie par la dépendance à l'argent, aux multinationales. L'agriculture industrielle dépend du pétrole par l'utilisation de machines, de fertilisants, de pesticides, de transports. De surcroît, elle surexploite et détruit les sols. L'agriculture contractuelle avec ses circuits courts, régionaux et durables nous rapproche de notre base vitale et nous rend moins dépendants de l'argent et des aléas du système volatil de l'économie mondiale.

**Appliquée à notre nourriture et sur une base communautaire, la souveraineté alimentaire est très pertinente.**

***Sieglinde Lorz, est conseillère d'entreprise à Berne et active dans l'association d'agriculture contractuelle de proximité « Radiesli » à Worb.***

**Plus de renseignements sur l'agriculture contractuelle de proximité :**

[www.acpch.ch](http://www.acpch.ch) pour la Romandie et [www.regionalevertragslandwirtschaft.ch](http://www.regionalevertragslandwirtschaft.ch) pour la Suisse allemande.



## **Pour la souveraineté alimentaire.** **L'agriculture nous concerne toutes et tous.**

**EMBARGO 30 mars 14h**

*Seules les paroles prononcées font foi*

### **« Le débat qui va s'ouvrir sur cette initiative posera toutes les bonnes questions, et nous ferons tout pour que nos Églises y participent activement »**

Au sein de toutes les Eglises, notre association défend le sens et la dignité du travail.

Le travail des agriculteurs est d'une importance particulière, puisque c'est lui qui nous donne le pain pour lequel les chrétiens demandent : «*Donne-nous aujourd'hui notre pain de ce jour*».

Dans l'agriculture, les conditions de production doivent permettre de répondre aux besoins, produire des offres de qualité, s'insérer dans un tissu environnemental sain, participer à la vie de la société, être rémunéré convenablement et dédommagé pour tous les coûts de sa production.

L'enseignement éthique des Eglises défend la dignité des travailleurs, mais il s'en faut de beaucoup que leurs voix le disent assez fort dans nos sociétés : notre association vaudoise, proche de l'Eglise réformée mais autonome, a donc décidé de venir ici avec le syndicat UNITERRE pour le dire à nos Eglises et à notre pays.

L'initiative d'UNITERRE énumère bien les diverses conditions – personnelles, structurelles, matérielles, commerciales, sociales - nécessaires pour le respect de la dignité des paysannes et paysans de notre pays. Le débat qui va s'ouvrir sur cette initiative posera toutes les bonnes questions, et nous ferons tout pour que nos Églises y participent activement.

La vie paysanne a des qualités et des besoins spécifiques, que les lois commerciales mondialisées tendent à détruire. Une parole à contre-courant, une défense de ces qualités et de ces besoins, doit urgemment leur être opposée.

Organiser des marchés, dans notre pays, où tous nos paysannes et paysans pourront livrer leurs produits à des conditions décentes sera difficile. Nous avons à convaincre une majorité de la population que la dignité des producteurs est plus importante que la logique marchande actuelle.

Comme chrétiens engagés avec le monde du travail, nous porterons avec vous notre part de cet effort de conviction. Courage à vous, paysannes et paysans défenseurs de notre souveraineté alimentaire !

*Pierre Farron et Jean-Pierre Thévenaz*



**Au sujet de l'association EMDT – Eglise et Monde du Travail, voir le site [mondedutravail.eerv.ch](http://mondedutravail.eerv.ch)**

Pour notre réseau européen, voir la page « *Good Work* » sous [csc.ceceurope.org/issues/social-and-economic-issues/call-network/](http://csc.ceceurope.org/issues/social-and-economic-issues/call-network/)



**initiative**  
**Pour la souveraineté alimentaire.**  
**L'agriculture nous concerne toutes et tous.**

**EMBARGO 30 mars 14h**

## **Non à la dictature des multinationales – Oui à la souveraineté alimentaire !**

*Seules les paroles prononcées font foi.*

Lors du tournant néolibéral des années 80, la vague de la libéralisation a également touché l'agriculture ; au bénéfice des multinationales agro-alimentaire et avec des conséquences destructives pour l'homme et la nature. De nombreux pays du Sud ont été poussés à supprimer leurs protections douanières et à ouvrir leurs marchés, afin que les multinationales, souvent subventionnées, des États-Unis ou d'Europe puissent trouver de nouvelles débouchées commerciales.

Les conséquences désastreuses de cette politique affectaient aussi l'agriculture des pays du Nord et continuent à l'affecter. L'injuste libre-échange accélère le changement structurel et agrandit les inégalités. De plus, l'intensification de l'agriculture augmente, l'utilisation d'OGM se pare d'un vernis de respectabilité et les conditions de travail subissent une pression croissante. Rares sont ceux qui en profitent.

De nouvelles adversités nous guettent : après l'échec du cycle de Doha en raison des protestations massives, les multinationales cherchent de nouvelles façons pour déréguler l'agriculture à l'échelle mondiale. Actuellement, l'Union européenne et les États-Unis négocient en secret le nouveau traité de libre-échange transatlantique TTIP. Ce traité équivaut au déroulement d'un tapis rouge aux multinationales. L'introduction de tribunaux arbitraux accorderait plus de pouvoir aux entreprises face aux États, ce qui réduirait considérablement la souveraineté des démocraties. Grâce à ce mécanisme, les multinationales pourraient renverser chaque loi qui réduirait leur profit. Economiesuisse, l'organisation faïtière des entreprises suisses, demande l'adhésion rapide de la Suisse au TTIP, mais même sans adhésion, ce traité serait lourd de conséquences pour la Suisse. Il mettrait sous pression les conditions de travail, le service public, la sécurité des données, la santé publique et, justement, l'agriculture.

Il est donc très important que nous nous battions maintenant contre ce libre-échange débridé et antisocial. C'est ce que nous faisons avec l'initiative pour la souveraineté alimentaire. Elle vise à promouvoir des circuits agricoles locaux, à établir des conditions de travail équitables, à interdire les OGM dans l'agriculture et à garantir le droit à la souveraineté de tous les peuples dans le domaine de l'alimentation. **Cette initiative est une nécessité pour une agriculture suisse plus écologique, un butoir contre la menace de la dictature des multinationales et un pas vers la solidarité internationale.**

*Fabian Molina, président des Jeunes socialistes suisses -JSS*



**initiative**  
**Pour la souveraineté alimentaire.**  
**L'agriculture nous concerne toutes et tous.**

**EMBARGO 30 mars 14h**

**« Quand la souveraineté alimentaire avance sur un coin du globe, c'est l'ensemble de notre mouvement qui avance »**

(Harare, le 21 mars 2016) Il y a quasiment 10 ans, plus de 500 représentants de plus de 80 pays, d'organisations de paysans, de pêcheurs traditionnels, de peuples autochtones, de peuples sans terre, de travailleurs ruraux, de migrants, d'éleveurs nomades, de communautés habitant les forêts, de femmes, de jeunes, de consommateurs, de mouvements écologistes et urbains, se sont réunis dans le village de Nyéléni à Sélingué, au Mali. Ils ont produit alors, la déclaration de Nyéléni qui reposait clairement les principes de la souveraineté alimentaire et mettait en avant l'importance pour tous de travailler pour que la « souveraineté alimentaire soit considérée comme un droit humain fondamental, reconnu et respecté par les communautés, les peuples, les états et les organes internationaux ».

Les années qui ont suivi le forum de Nyéléni, ont vu fleurir des initiatives en faveur de la reconnaissance de la souveraineté alimentaire à différents niveaux. Mais il est très difficile de parvenir à ce que les textes officiels ne dévoient pas la souveraineté alimentaire de son sens exact.

Pour cette raison, La Via Campesina salue avec enthousiasme l'initiative portée par deux de ses membres, Uniterre et L'Autre syndicat, qui avec le soutien d'une large alliance pour la souveraineté alimentaire sont parvenus à récolter suffisamment de signatures des citoyens suisses pour qu'une votation puisse être proposée à l'ensemble de la population suisse dans les trois ans. Cette votation a pour objectif d'introduire un article sur la souveraineté alimentaire dans la Constitution suisse. Il s'agit d'un événement extrêmement important car si suffisamment de Suisses votent en faveur de cet amendement, la Suisse serait le premier pays de l'hémisphère Nord à devoir modifier sa constitution et donc à terme sa politique agricole pour aller dans le sens d'une agriculture paysanne de proximité, un commerce international plus équitable et une agriculture à l'écoute de la population et respectueuse des autres régions. L'enjeu est de taille car il s'agit de parvenir à inscrire cette fois la souveraineté alimentaire en prenant en compte toutes ses dimensions.

C'est une longue campagne de sensibilisation qui s'annonce pour Uniterre, L'Autre syndicat et l'ensemble de l'alliance pour la souveraineté alimentaire. En tant que mouvement international, La Via Campesina suivra de près les avancées de cette initiative et lui apportera tout son soutien. Quand la souveraineté alimentaire avance sur un coin du globe, c'est l'ensemble de notre mouvement qui avance.

***La Via Campesina***

*La Via Campesina est un mouvement paysan international qui réunit plus de 160 organisations paysannes dans plus de 70 pays représentant près de 300'000 de paysannes et paysans.*

*[www.viacampesina.org](http://www.viacampesina.org)*



**Pour la souveraineté alimentaire.**  
**L'agriculture nous concerne toutes et tous.**

**EMBARGO 30 mars 14h**

**« Le premier pays du continent européen qui tentera de modifier sa politique agricole pour s'orienter vers la souveraineté alimentaire »**

*Bruxelles, 24 mars 2016.* Nous avons appris avec joie que la population suisse pourra voter sur un changement de sa Constitution avec pour objectif d'introduire un article sur la souveraineté alimentaire. Les deux membres suisses de la Coordination européenne Via Campesina (ECVC), *Uniterre et l'autre syndicat*, ont porté ce projet avec l'appui d'une large alliance suisse pour la souveraineté alimentaire. Pour ECVC, ce succès d'étape est réjouissant car ce sera le premier pays sur le continent européen qui tentera de modifier sa politique agricole pour:

- Une agriculture paysanne diversifiée et nourricière qui protège les ressources naturelles et protège nos semences paysannes contre les brevets et renonce aux OGM
- Une agriculture qui offre un avenir aux générations futures par des prix rémunérateurs, des revenus équitables aux paysans et aux travailleurs agricoles et un meilleur accès à la terre
- Un marché plus transparent qui soit au service des paysans et consommateurs et qui encourage les circuits courts
- Un commerce international plus équitable
- Une agriculture à l'écoute de la population et respectueuse des autres régions

Nous souhaitons plein succès à Uniterre, l'autre syndicat et leurs alliés pour la campagne qui s'annonce!

*Le comité de coordination d'ECVC*

*La Coordination Européenne Via Campesina réunit, depuis 2008, 26 organisations*  
*[www.eurovia.org](http://www.eurovia.org)*

# Initiative populaire fédérale «Pour la souveraineté alimentaire. L'agriculture nous concerne toutes et tous»

Publiée dans la Feuille fédérale le 30.09.2014

Les citoyennes et citoyens suisses soussignés ayant le droit de vote demandent, en vertu des articles 34, 136, 139 et 194 de la Constitution fédérale et conformément à la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques (art. 68s.), que



la Constitution soit modifiée comme suit :

## Art. 104c Souveraineté alimentaire

1 Afin de mettre en œuvre la souveraineté alimentaire, la Confédération favorise une agriculture paysanne indigène rémunératrice et diversifiée, fournissant des denrées alimentaires saines et répondant aux attentes sociales et écologiques de la population.

2 Elle veille à ce que l'approvisionnement en denrées alimentaires indigènes et en aliments indigènes pour animaux soit prépondérant et que leur production ménage les ressources naturelles.

3 Elle prend des mesures efficaces pour :

- a. favoriser l'augmentation du nombre d'actifs dans l'agriculture et la diversité des structures;
- b. préserver les surfaces cultivables, notamment les surfaces d'assolement, tant en quantité qu'en qualité;
- c. garantir le droit à l'utilisation, à la multiplication, à l'échange et à la commercialisation des semences par les paysans.

4 Elle proscriit l'emploi dans l'agriculture des organismes

génétiquement modifiés ainsi que des plantes et des animaux issus des nouvelles technologies de modification ou de recombinaison non naturelle du génome.

5 Elle assume notamment les tâches suivantes :

- a. elle soutient la création d'organisations paysannes qui visent à assurer l'adéquation entre l'offre des paysans et les besoins de la population;
- b. elle garantit la transparence sur le marché et favorise la détermination de prix équitables dans chaque filière;
- c. elle renforce les échanges commerciaux directs entre paysans et consommateurs ainsi que les structures de transformation, de stockage et de commercialisation régionales.

6 Elle porte une attention particulière aux conditions de travail des salariés agricoles et veille à ce qu'elles soient harmonisées au niveau fédéral.

7 Pour maintenir et développer la production indigène, elle prélève des droits de douane sur les produits agricoles et les denrées alimentaires importés et en régule les volumes d'importation.

8 Pour favoriser une production conforme aux normes sociales et environnementales suisses, elle prélève des droits de douane sur les produits agricoles et les denrées alimentaires importés non conformes à ces normes et peut en interdire l'importation.

9 Elle n'accorde aucune subvention à l'exportation de produits agricoles et de denrées alimentaires.

10 Elle garantit l'information et la sensibilisation sur les conditions de production et de transformation des denrées alimentaires indigènes et importées. Elle peut fixer des normes de qualité indépendamment des normes internationales.

## Art. 197, ch. 12

12. Disposition transitoire ad art. 104c (Souveraineté alimentaire)

Le Conseil fédéral soumet les dispositions légales nécessaires à l'exécution de l'art. 104c à l'Assemblée fédérale au plus tard deux ans après l'acceptation de cet article par le peuple et les cantons.

**Seuls les électrices et les électeurs ayant le droit de vote en matière fédérale dans la commune indiquée en tête de la liste peuvent y apposer leur signature.** Les citoyennes et les citoyens qui appuient la demande doivent la signer de leur main. Celui qui se rend coupable de corruption active ou passive relativement à une récolte de signatures ou celui qui falsifie le résultat d'une récolte de signatures effectuée à l'appui d'une initiative populaire est punissable selon l'article 281 respectivement l'article 282 du code pénal.

Canton :		NPA :	Commune politique :		
N°	Nom/Prénom (Ecrire à la main et si possible en majuscule)	Date de naissance (jour/mois/année)	Adresse exacte (numéro et rue)	Signature	Contrôle (laisser blanc)
1.					
2.					
3.					
4.					
5.					
6.					
7.					
8.					
9.					
10.					

## Expiration du délai imparti pour la récolte de signatures : 30.03.2016

Le comité d'initiative, composé des auteurs de celle-ci désignés ci-après, est autorisé à retirer la présente initiative populaire par une décision prise à la majorité absolue de ses membres ayant encore le droit de vote : **Alt Jakob**, Rainstr. 4, 8955 Oetwil a.d. Limmat, **Berli Rudolf**, rue des Gares 15, 1201 Genève, **Bieri Hans**, Grossackerstr. 7, 8135 Langnau am Albis, **Bolay Charles-Bernard**, ch. de la Branche 7, 1272 Genolier, **Buchwalder Florian**, Spitzenbühl 1, 4253 Liesberg, **Corminboeuf Pascal**, Vy-d'Avenches 43, 1564 Domdidier, **Cruchon Pablo**, rue de la Gare 4, 1607 Palézieux, **D'Andrea Luigi**, rue de l'Evole 35, 2000 Neuchâtel, **Fragnière Max**, La Fille-Dieu, 1680 Romont, **Gétaz Raymond**, Le Montois 1, 2863 Undervelier, **Glättli Balthasar**, Hönggerstrasse 148, 8036 Zurich, **Graff Noé**, ch. Fleuri 1, 1268 Begnins, **Gröbly Thomas**, Burghaldenstr. 5, 5400 Baden, **Held Christine**, Oberseeweg 28B, 8853 Lachen SZ, **Hemmeler Maïga Valentina**, rue des Ronzades 9, 1227 Les Acacias, **Huber Hansuli**, Büelhüsli 1, 8479 Altikon, **Micheletti Tognetti Angela**, via Mezzavilla 36, 6503 Bellinzona, **Minkner Ulrike**, La Souriche, 2610 Mont-Soleil, **Molina Fabian**, Breitenacherstr. 15, 8308 Illnau, **Pasquier Isabelle**, rue Jacques-Dalphin 46bis, 1227 Carouge, **Rechsteiner Jörg**, Linde 6, 9565 Rothenhausen, **Sauvin Philippe**, av. Pictet-de-Rochemont 29, 1207 Genève, **Sekinger Urs**, Ackersteinstr. 47, 8049 Zürich, **Spahn Samuel**, Spreitenbacherstr. 35, 8953 Dietikon, **Tombez Pierre-André**, rte de Villard 9A, 1585 Salavaux, **Ziegler Jean**, ch. de la Croix-de-Plomb 13A, 1281 Russin, **Zisyadis Josef**, av. des Bains 16, 1007 Lausanne.

Cette liste, entièrement ou partiellement remplie, doit être renvoyée au plus vite à : **Initiative souveraineté alimentaire, Case postale 925, 1001 Lausanne.**

## Le comité d'initiative se charge de demander l'attestation de la qualité d'électeur des signataires. Veuillez svp laisser le champ vide.

Le/la fonctionnaire soussigné/e certifie que les \_\_\_\_\_ (nombre) signataires de l'initiative populaire dont les noms figurent ci-dessus ont le droit de vote en matière fédérale dans la commune susmentionnée et y exercent leurs droits politiques.

Lieu : \_\_\_\_\_ Signature manuscrite : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_ Fonction officielle : \_\_\_\_\_

Sceau :

Vous pouvez télécharger des feuilles supplémentaires [www.souverainete-alimentaire.ch](http://www.souverainete-alimentaire.ch) ou en commander via [info@souverainete-alimentaire.ch](mailto:info@souverainete-alimentaire.ch)



initiative



[www.souverainete-alimentaire.ch](http://www.souverainete-alimentaire.ch)

# Pour la souveraineté alimentaire. L'agriculture nous concerne toutes et tous.

## 5 bonnes raisons de soutenir ce changement de cap !

L'initiative souhaite mettre en œuvre le principe de souveraineté alimentaire en Suisse. Elle souhaite que la Confédération favorise :

1. Une agriculture paysanne diversifiée et nourricière qui ménage nos ressources naturelles notamment le sol, protège nos semences et renonce aux OGM.
2. Une agriculture qui offre un avenir aux générations futures, en assurant, par des prix rémunérateurs, des revenus équitables aux paysan-ne-s comme aux employé-e-s agricoles et en garantissant aux jeunes l'accès à la terre.
3. Un marché plus transparent, qui soit au service des paysan-ne-s comme des consommatrices ; un renforcement des circuits courts pour promouvoir et dynamiser la production de proximité, les emplois dans les régions, réduire les transports et garantir une meilleure traçabilité.
4. Un commerce international plus équitable par le biais d'une frontière qui joue son rôle régulateur ; un droit de se protéger et un devoir de renoncer à des subventions à l'exportation.
5. Une agriculture et une alimentation citoyenne qui soient à l'écoute de la population ; que celle-ci soit souveraine sur le type de politiques agricole et alimentaire qu'elle souhaite développer, en respect des autres régions.

**Les êtres humains et la nature sont au cœur du débat alimentaire !**

**Il faut poser les jalons d'une agriculture et d'une alimentation porteuses d'avenir !**

**Rejoignez ce mouvement !**

► **Ne pas séparer !** Veuillez plier la feuille en deux pour l'envoi. Merci de votre soutien ! ◀

Si vous souhaitez d'autres feuilles de signatures, de plus amples informations ou si votre organisation souhaite rejoindre le comité de soutien :

[www.souverainete-alimentaire.ch](http://www.souverainete-alimentaire.ch)

### Soutien financier à l'initiative :

Banque Raiffeisen Basse Broye Vully, 1564 Domdidier  
Clearing 80123

**IBAN CH68 8012 3000 0028 4962 2**

adresse : Uniterre, Bruyère 44, 1564 Domdidier  
avec la mention « Initiative ».

**Merci !**

**Initiative souveraineté alimentaire**

Case postale 925

1001 Lausanne

